
SINGAPOUR – Stratégie africaine 2016-2020

Mardi 10 février 2015 – 11h15 à 12h45

ICANN – Singapour, Singapour

PRÉSIDENT :

Chers collègues, bonjour. On peut commencer ? Bienvenue à notre session sur la Stratégie africaine. Aujourd’hui, nous avons du pain sur la planche. Nous allons vous expliquer ce que nous avons fait jusqu’ici. C’est le programme du jour. Le point le plus important aujourd’hui, c’est de vous donner le contexte de la Stratégie africaine et de vous informer du travail réalisé à Maurice l’année dernière, pour que vous puissiez comprendre de quoi il s’agit et nous donner votre ressenti, afin que nous puissions aller de l’avant dans une stratégie clairement établie. Après cette présentation, nous ferons un compte-rendu de la Stratégie. N’hésitez pas à poser des questions sur ce que nous allons vous dire, afin de mieux comprendre et de proposer de meilleures idées.

Nous pensons finir à 12 h 30. Avant de continuer, je voudrais saluer certaines personnes qui ont beaucoup œuvré en faveur de notre Stratégie africaine et qui soutiennent certaines de nos initiatives. Ce groupe doit son existence à l’ICANN, donc je vais commencer par remercier les membres du Conseil d’administration qui sont présents. Nous sommes ravis de vous accueillir. Je vois George et Mike, merci de nous avoir rejoints. Nous avons également avec nous la responsable du bureau d’enregistrement local, Janna. Au vu du travail qu’ils ont accompli en collaborant avec nous, et compte tenu du fait qu’ils acceptent nos stagiaires et qu’ils sont venus ici pour dispenser une

Remarque : Le présent document est le résultat de la transcription d'un fichier audio à un fichier de texte. Dans son ensemble, la transcription est fidèle au fichier audio. Toutefois, dans certains cas il est possible qu'elle soit incomplète ou qu'il y ait des inexactitudes dues à la qualité du fichier audio, parfois inaudible ; il faut noter également que des corrections grammaticales y ont été incorporées pour améliorer la qualité du texte ainsi que pour faciliter sa compréhension. Cette transcription doit être considérée comme un supplément du fichier mais pas comme registre faisant autorité.

formation, je vais leur laisser la parole pour leur permettre de raconter leur expérience et ce qu'ils ont réalisé avec nos stagiaires.

Sally est également présente parmi nous. Bienvenue et merci de nous avoir rejoints. Je ne peux pas terminer sans parler du Dr Katiti, du NEPAD. Merci à vous. Le NEPAD est une institution sur le continent africain. Juste avant de demander à Janna de prendre la parole, je voulais partager quelques-unes de mes réflexions qui, aujourd'hui ou demain, devraient, je pense, être étudiées avec attention. Nous sommes face à un défi en tant que continent, dans le sens où la croissance de notre secteur des noms de domaine est quasi nulle, ce que l'on peut attribuer à plusieurs facteurs, mais je pense que deux d'entre eux méritent qu'on s'y attarde plus longuement. Le premier est une question de politique. Nous devons nous aligner sur les politiques en vigueur, d'une façon ou d'une autre, afin de garantir qu'il soit facile d'obtenir un nom de domaine, dans le but de créer une certaine dynamique sur le continent.

Le second concerne les tarifs. Les prix pratiqués représentent l'un des principaux freins à la croissance dans le secteur des noms de domaine. Je vais vous dire quelque chose, simplement pour vous présenter des faits étayant ces réflexions. Il y a une semaine ou deux, les SLD et les gTLD lancés en novembre dernier en Afrique du Sud ont atteint le million d'enregistrements. En y pensant, on devrait fêter ça ! Merci. Concernant le SLD co.za, il approche du million. Pour l'instant, il en est à 970 000. Les gTLD lancés l'année dernière, comme .capetown, .durban et .joberg, en sont au moins à 9 000 au bout de deux-trois mois. Ces gTLD étaient disponibles le 4 novembre, et en février, il y a déjà 9 000 noms enregistrés.



C'est pour ça que je parle de tarifs et de politiques. La facilité à obtenir un nom de domaine en Afrique du Sud montre bien que des tarifs équitables sont importants pour la croissance du secteur des noms de domaine. J'estime que le prix de gros de nos SLD est vraiment abordable. Il revient à moins de cinq dollars, donc en y réfléchissant, c'est un sujet dont j'aimerais que l'on discute en tant que continent. Voilà ce qu'il en ressort. Si nous voulons changer la donne et atteindre le niveau de croissance souhaité, nous devons regarder dans la même direction et aligner nos politiques et nos tarifs. Avant de demander à mes collègues de continuer, je laisse rapidement la parole à Janna.

JANNA :

Bonjour à tous. Je m'appelle Janna et je travaille pour IP Mirror. En Asie, on m'appelle Janna mais je sais qu'en Afrique et en Europe, on m'appelle Yanna. Les deux me vont. Quand l'ICANN nous a contactés pour lancer ce programme de stages, nous étions très heureux d'en faire partie. Au début, lorsque nous avons compris ce qu'était la communauté africaine, ça remonte à 10 ans, lorsque Singapour a essayé pour la première fois de développer le secteur des noms de domaines, j'ai pensé que nous pourrions faire une bonne session d'échange. Je dois dire que c'est la première fois qu'IP Mirror fait ça, nous sommes un peu un cobaye, qui vérifie si ce programme fonctionne ou non.

Je suis contente des deux stagiaires qui sont avec nous depuis deux semaines. Nous partageons beaucoup avec eux et bien que je n'aie pas vu leur rapport ou leurs commentaires sur la viabilité du programme, je crois comprendre qu'ils posent beaucoup de questions et qu'ils sont très intéressés et essayent de s'imprégner du maximum d'informations



possible. Comme je l'ai dit, je n'ai pas vu de compte-rendu de leur part donc je ne peux pas dire si c'est positif ou non, mais je sais qu'ils sont heureux d'être chez nous et qu'ils apprennent beaucoup. J'espère vraiment qu'au travers de ce programme de stages, nous pourrons véritablement aider la communauté africaine à aller de l'avant, au-delà du million d'enregistrements, pour aller jusqu'à deux ou trois millions.

PRÉSIDENT :

Janna, je pense que tout stage est formateur. Nous saluons cette initiative, merci beaucoup. C'est une bonne chose de la part d'IP Mirror et j'espère que d'autres bureaux d'enregistrement envisageront de prendre des stagiaires pour parfaire leur formation. Merci beaucoup. On peut avancer sur l'ordre du jour ? On m'a demandé de laisser rapidement la parole à Sally.

SALLY COSTERTON :

Merci beaucoup. Bonjour à tous. C'est bon de vous voir si nombreux, vraiment. C'est un très bon environnement multipartite. Cela devrait aller de soi mais ce n'est pas toujours le cas. Plus particulièrement en Afrique, l'ICANN estime qu'il est très important que nous fassions tout notre possible pour faciliter ce processus d'encouragement de la participation sur trois ans et que nous commençons un deuxième chapitre, dont nous allons parler aujourd'hui. Je sais que ce n'est pas une mission facile. Lorsque nous avons commencé il y a trois ans, juste après l'arrivée de Fadi et la mienne, je me suis dit : « Wow, on va faire ce qu'on peut, prendre la relève de ceux qui nous ont précédé, et on va essayer d'être mieux organisés, de consacrer davantage de ressources au nom de l'ICANN. »



En écoutant ce qui vient d'être dit au sujet des stages, ça a l'air tellement facile lorsqu'on entend Janna dire : « Voilà, on avait ces personnes avec nous et c'était super, et ils apprennent comment renforcer leurs compétences et leur confiance avant de rentrer chez eux et de mettre tout ça à profit en Afrique pour augmenter le nombre de bureaux d'enregistrement dont on dispose. » Mais le travail fourni dans ce domaine est énorme. La bonne nouvelle, c'est que ce genre de choses est toujours plus difficile à faire la première fois. Donc on a lancé un programme et adopté de bonnes pratiques, sous la conduite de Pierre, qui a été très patient et tenace, en tout cas avec moi. Il ne m'a jamais laissé détourner le regard ou avoir d'autres priorités, il n'a pas cessé de taper à ma porte en disant : « On doit faire ceci et cela pour y arriver, on doit faciliter les choses. »

Pierre, je te félicite, et je félicite aussi tous ceux qui se sont impliqués dans ce projet, que j'aimerais voir évoluer et se développer davantage. Mon équipe, dont Pierre fait partie, est une équipe mondiale composée de responsables de la participation. Notre travail ne consiste pas seulement à aller vers les gens dans notre région et de promouvoir la participation multipartite à notre mission essentielle pour l'ICANN, mais aussi d'échanger les bonnes pratiques et les innovations tandis qu'on s'installe dans différentes régions du monde. Dans certains domaines – le développement du secteur du DNS est un bon exemple – les régions ont bien plus en commun qu'on pourrait le penser, à l'exception du secteur du DNS, qui peut être quasi inexistant.

Pour ceux qui sont présents et qui ne sont pas au courant, j'aimerais expliquer que nous accordons la priorité à l'Équipe de direction de l'ICANN pour garantir qu'à la source de ces innovations, où que ce soit



dans le monde, il y ait un mécanisme capable de les enregistrer afin de gagner du temps et d'économiser des ressources, et de trouver des solutions plus rapidement. C'en est un très bon exemple. Cette idée vient d'Afrique mais je suis sûre qu'elle s'étendra aux différentes régions du monde.

Donc je voulais vous remercier une nouvelle fois. Je souhaite également vous encourager à aller de l'avant avec ce nouveau chapitre. D'un côté, ce sera plus simple parce que vous arrivez à la fin de la première phase et vous avez beaucoup appris, et je sais que vous avez passé du temps à discuter de la manière d'améliorer les choses. D'un autre côté, les enjeux sont plus élevés. Nous venons d'entendre parler d'ambitions en termes de nouveaux enregistrements et de croissance, nous devenons tous plus ambitieux. Donc j'espère que nous continuerons à faciliter tout ça, à vous faciliter les choses. Merci pour le temps que vous consacrez à ce projet. Je vous souhaite une bonne session. Merci.

PRÉSIDENT :

Merci Sally, ces encouragements sont les bienvenus. En effet, Pierre est un jeune homme téméraire. Puis-je demander à ce jeune homme téméraire de prendre la parole et de nous exposer le contexte de la Stratégie africaine ? Pierre, merci.

PIERRE DANDJINOU :

Merci beaucoup [Laki 00:32:09] et bonjour à tous. Merci d'être venus. Je vais vous expliquer le contexte de la Stratégie, puis Bob nous parlera de la Stratégie en elle-même, et enfin nous aurons une séance de questions-réponses avant de clore la session. Évidemment, nous



sommes aujourd’hui censés nous pencher sur la version zéro de notre Stratégie, qui s’étend de 2016 à 2020. La première Stratégie a été lancée à la demande de Fadi Chehadé, alors nouveau PDG de l’ICANN, à Prague. Le but était de demander à la communauté africaine d’élaborer la politique que, selon elle, l’ICANN devrait appliquer en Afrique. Cette stratégie a été pensée par un groupe de travail *ad hoc*, qui a tenu compte des remarques adressées par la communauté locale, qui se sont révélées très précieuses. Un ou deux commentaires sont sortis du lot et ont servi à élaborer la Stratégie.

L’un d’eux concernait la promotion de la participation de la communauté africaine sur place. Mais nous nous sommes rendu compte que les Africains n’étaient pas vraiment intéressés par Internet et le DNS en soi. C’est pourquoi cette première politique s’est concentrée sur la façon de développer ce marché en Afrique. Ce sont là les deux piliers sur lesquels nous avons fondé notre première Stratégie. Quelques projets ont suivi. Nous en avons mis certains en œuvre, dont le programme de stages, mais aussi l’atelier des DNSSEC et des feuilles de route. Nous travaillons également à veiller à ce que la communauté des bureaux d’enregistrement et des registres puisse se faire entendre.

Nous avons lancé un Forum des noms de domaine à Durban, qui s’est ensuite tenu dans différentes régions, ce qui est important pour nous. Je voudrais aussi remercier le bureau d’enregistrement mondial qui nous a aidés à organiser cet événement. Le troisième Forum aura lieu début juillet au Kenya. Le deuxième s’est déroulé au Nigeria et je voudrais remercier Marie, qui nous a accueillis sur place. Il était important que cette plate-forme soit créée. Bon, quelle est la motivation derrière cette nouvelle Stratégie dont nous parlons ? Je pense que c’est assez simple.



Tout d’abord, il s’agit de soutenir davantage les activités de l’ICANN en Afrique, car c’est ce dont se plaignaient les ministres africains des TIC lorsqu’ils ont envoyé une déclaration au Conseil d’administration de l’ICANN, dans laquelle ils demandaient que l’ICANN soit mieux représentée sur place.

C’est ce qu’il se passe à l’heure actuelle. Nous avons du personnel, nous avons quelques programmes de participation auxquels l’ICANN contribue. Bien sûr, la question qu’on me pose est « Bon, quand est-ce que vous aurez un bureau en Afrique », ce à quoi je réponds « Ça viendra de toute façon ». Un autre sujet concerne la façon dont on peut améliorer la participation de la communauté africaine à l’ICANN. Nous voyons de plus en plus d’Africains prendre part aux activités mais je crois que nous attendons ce qu’on appelle une participation informée, c’est-à-dire ne pas seulement assister aux réunions mais aussi être capable de vraiment y contribuer, de faire partie des groupes de travail et d’occuper des postes de dirigeants au sein de l’ICANN. C’est une chose dont nous devrions vraiment parler.

Selon moi, la troisième raison de cette Stratégie, c’est le besoin de s’aligner sur l’ICANN. Vous savez que l’ICANN a élaboré un nouveau Plan stratégique pour 2016-2020, donc nous devons aligner notre Stratégie là-dessus. La quatrième et dernière raison, c’est que cette politique a été conçue pour évoluer. Les conditions changent, de même que le contexte, et il était important d’inscrire cette nouvelle stratégie dans la suite de la première. Bob vous expliquera tout à l’heure le travail qu’un groupe d’Africains a réalisé à Maurice il y a trois mois, à l’occasion d’une réunion de l’AFRINIC. Nous avons formé ce groupe pour réfléchir à



l'avenir de notre Stratégie. Ce qu'il en est ressorti est dans ce document, qui vous a été envoyé par mail pour obtenir vos commentaires.

Nous allons aujourd'hui parler de la dernière étape et nous attendons évidemment vos réactions et vos contributions afin d'avoir une base de travail. Je laisse la parole à Bob, qui va évoquer la Stratégie, ce qu'elle est à l'heure actuelle, et nous répondrons ensuite à vos éventuels commentaires et questions. Monsieur le président, voilà pour le contexte. Merci.

PRÉSIDENT :

Merci Pierre pour avoir planté le décor et créé une [meilleure 00:38:21] plate-forme. D'après ce que Pierre a évoqué, je pense qu'il faut voir si nous allons couvrir ces questions dans le cadre de la Stratégie, de façon concrète et pas seulement sur le papier. Sans plus attendre, je laisse la parole à mon collègue Bob, qui va nous parler de la Stratégie en elle-même. Merci. Bob ?

BOB :

Merci Monsieur le président. Je vais faire un rapide compte-rendu du document qui résulte de notre réunion à Maurice, à laquelle a participé un petit nombre de représentants de différentes unités constitutives africaines, afin de réviser notre Stratégie. Pour reprendre ce que disait Pierre en dernier, notre objectif était de réellement soutenir une plus forte présence de l'ICANN en Afrique, ce qui est bien sûr très important pour nous, mais aussi de renforcer la participation de la communauté africaine à l'ICANN. Donc ça va dans les deux sens, il faut promouvoir la présence de l'ICANN de l'Afrique ainsi que la participation de l'Afrique à



l'ICANN. Comme Pierre l'a dit, ce document est voué à évoluer. Aujourd'hui, nos besoins sont différents de ceux de demain, donc nous devons veiller à ce que cette Stratégie évolue pour répondre aux besoins changeants en Afrique.

Encore une chose, à propos du nouveau Plan stratégique mondial de l'ICANN. L'ICANN a récemment adopté un nouveau Plan et en Afrique, on doit évidemment s'aligner dessus. À l'heure actuelle, l'ICANN dispose d'un Plan stratégique pour 2016-2020 et nous devons faire de même. Ce sont là les quatre piliers à retenir pour étudier en profondeur ce document, que nous mettons à jour au fur et à mesure. Il faudrait peut-être expliquer brièvement notre histoire et pourquoi nous parlons d'évolution. Précédemment, l'ICANN avait un Plan stratégique pour 2012-2015, et c'est là-dessus que la Stratégie africaine se basait. Vous pouvez voir que nous avons alors quatre fondements, sur lesquels reposaient nos objectifs.

Ces fondements étaient la sécurité et la stabilité du DNS, la concurrence, la confiance et le choix des consommateurs, la coopération, y compris au sujet de l'IANA, et un système de gouvernance sain. Donc la Stratégie africaine était alors fondée sur ces quatre piliers de l'ICANN. Après une période de révision ascendante à laquelle la communauté ICANN a participé en réexaminant le Plan stratégique, l'ICANN a récemment adopté son Plan stratégique pour 2016-2020, qui identifie cinq objectifs stratégiques se décomposant en 16 cibles. Je vais vous présenter brièvement ces objectifs. Le premier consiste à faire évoluer et mondialiser davantage l'ICANN.

Le deuxième, à soutenir un système d'identifiants uniques sain, stable et résistant. Le troisième, à promouvoir une excellence organisationnelle, technologique et opérationnelle. Le quatrième, à promouvoir le rôle de l'ICANN et l'approche multipartite. Et enfin, le PDG de l'ICANN a insisté hier sur le dernier objectif lors de la cérémonie d'ouverture, qui consiste à élaborer et mettre en œuvre un cadre mondial d'intérêt public lié à la mission de l'ICANN. Voilà les cinq objectifs stratégiques qui vont guider l'ICANN pendant les cinq prochaines années. Chacun de ces objectifs comprend des cibles, 16 au total. Donc ça, c'est au niveau de l'ICANN et nous, nous devons nous en inspirer et l'adapter à notre travail en Afrique.

Comme Pierre l'a mentionné, l'année dernière lors de la 21^e réunion de l'AFRINIC, plusieurs représentants de la communauté se sont rassemblés pour étudier notre Stratégie. Il y avait des représentants des AFTLD, les domaines de premier niveau géographiques africains, du GAC, des SO, de l'AFRINIC, de l'Association des bureaux d'enregistrement, de l'AfICTA – qui dépend des organisations des technologies de l'information en Afrique – de l'AFRALO et du NEPAD, ainsi que quelques personnes influentes bénéficiant d'une expérience unique dans le secteur du DNS africain. Toutes ces personnes composent le Groupe de révision de la Stratégie africaine. En regardant notre programme régional basé sur les informations précédentes que j'ai partagées, ils sont arrivés à la conclusion que notre Stratégie était largement conforme à la nouvelle direction de l'ICANN, mais qu'elle devait simplement être mieux présentée.

Nous avons restructuré 10 objectifs, ce qui ne change pas vraiment de ce que nous avons avant. Nous les avons juste mieux définis. Si vous



téléchargez les documents actuels sur le lien indiqué sur le tchat en ligne, vous verrez ces 10 objectifs, qui visent notamment à renforcer le développement des ccTLD en Afrique, promouvoir la coopération régionale et internationale, en particulier avec les acteurs du DNS, et soutenir et faciliter la concurrence dans le secteur du DNS. Nous prévoyons aussi d'améliorer la résilience de l'infrastructure du DNS en Afrique. Évidemment, nous souhaitons étendre le serveur racine L, donc nous avons besoin de davantage de serveurs racines, et promouvoir les partenariats à l'échelle régionale et internationale, ce qui a engendré certains programmes déjà évoqués, comme le programme de stages.

Nous devons régionaliser les activités de l'IANA et de l'ICANN en Afrique. Pierre a parlé de la communauté, qui réclame un bureau africain. Cela fait partie de nos buts mais le plus important, c'est une communication et une information efficaces de la part de l'ICANN en Afrique, et cela repose essentiellement sur nous. Il est également nécessaire de promouvoir le modèle multipartite, notamment au niveau national, et de soutenir le renforcement des capacités et le développement de la gouvernance d'Internet. Notre Stratégie doit atteindre ces [inaudible 00:46:48]. Le Groupe a également eu l'idée de créer un comité de direction afin de soutenir et surveiller la mise en œuvre de la Stratégie. Mais si vous regardez les objectifs, vous remarquerez qu'il nous faut beaucoup de fonds et de ressources pour les atteindre, surtout en cinq ans.

Par conséquent, l'une des missions du comité de direction est d'étudier des mécanismes de financement innovants, et comment et où les trouver à part au sein de l'ICANN ? En bref, nous avons déjà une stratégie, nous n'avons fait que la réviser. Nous avons déjà lancé des

projets clés et nous en avons d'autres en réserve. Pierre en a mentionné quelques-uns. Bien sûr, le programme du DNS [inaudible 00:48:02] était fondamental pour nous et nous remercions IP Mirror pour nous avoir accueillis. Un Centre d'entrepreneuriat pour le DNS a été mis sur pied en collaboration avec l'équipe Moyen-Orient, et il servira les intérêts des deux régions en contribuant au développement des capacités.

Nous faisons aussi des tournées des DNSSEC en Afrique. Nous sommes déjà allés dans plusieurs pays. Cela a incité certains opérateurs de ccTLD à s'engager pour des zones, ce qui contribue à la sécurité du DNS. C'est important pour nous. Pierre a parlé du Forum du DNS, qui représente une étape cruciale. Plusieurs régions organisent maintenant des événements de ce type. Ça a commencé en Afrique. Nous souhaitons organiser plus d'ateliers thématiques consacrés aux besoins et aux requêtes spécifiques des bureaux d'enregistrement en Afrique, concernant la propriété intellectuelle, les questions de marque commerciale et de marketing. Nous voulons plus d'ateliers thématiques qui contribueraient à la croissance de l'espace du DNS. La communication est bien sûr essentielle, la communauté doit être au courant de toutes nos actions. Comment l'informer au mieux ?

Jusqu'ici, nous avons un site internet dédié à l'Afrique. Nous avons aussi créé des listes de diffusion que nous utilisons pour envoyer des informations ciblées à des groupes spécifiques, que ce soit le GAC, les gestionnaires de ccTLD, les représentants des SO et AC ou à la communauté africaine entière. Nous aimerions que vous vous inscriviez sur ces listes, en particulier les boursiers, car c'est comme ça qu'on peut vous contacter. Nous vous invitons aussi à venir sur notre site internet,

car la plupart de ces informations y sont présentes. Nous avons commencé à travailler sur des lettres d'information bimensuelles.

Aujourd'hui, nous en avons une pour l'Afrique seulement et une autre pour l'EMEA, pour Europe, Moyen-Orient et Afrique. Nous espérons vraiment que cela nous aidera à améliorer notre communication avec la communauté. Nous tenons aussi des blogs régulièrement. Nous étudions en profondeur les moyens de vous informer de ce que nous faisons en Afrique. Ces activités sont évidemment différentes de celles d'autres groupes de parties prenantes – les ministères, les organisations des TIC, les universités et la société civile – et nous continuons à soutenir les conférences internationales et les événements régionaux, et à y participer. C'est essentiel pour nous. Nous incluons certains de ces points dans notre Stratégie.

Pour finir, pour les 10 objectifs dont je vous ai parlés, il y a plus de 20 projets en prévision. Comme je l'ai dit plus tôt, certains sont très coûteux mais nous aimerions avoir votre avis sur ce document, qui est disponible sur ce lien. Nous l'avons envoyé le 26 décembre dernier. Nous aimerions pouvoir adopter cette Stratégie à l'issue de cette session. Nous vous invitons donc à nous faire part de vos commentaires. Nous n'en avons reçu qu'un seul jusqu'ici, donc n'hésitez pas. Merci de votre attention.

PRÉSIDENT :

Merci Bob pour cette présentation. Chers collègues, vous avez probablement constaté le résultat de la réunion à Maurice. Le but est de partager ce document dont vous pouvez disposer pour qu'il s'intègre dans la Stratégie. Cette Stratégie ne doit appartenir à personne mais à



nous tous, elle doit représenter ce que nous souhaitons réaliser, et nous devons œuvrer ensemble pour atteindre les objectifs que nous nous sommes fixés. Ces objectifs doivent être les nôtres, et pas ceux de Pierre seulement. Les projets évoqués sont nos projets, qui doivent répondre à nos besoins en tant que continent, et si nous pensons qu'un élément important manque, c'est le moment de l'ajouter.

S'il est nécessaire de donner des explications, alors allons-y. Bob a évoqué le coût élevé de cette initiative et vous constaterez qu'un comité de direction est chargé de trouver des moyens de financement innovants. J'aimerais que nous consacrons un peu de temps à ces mécanismes, en tenant compte du fait que nous avons un budget limité pour mettre en œuvre cette Stratégie, mais nous avons besoin d'une forme de soutien pour garantir que nous puissions réussir en tant que continent. Toute stratégie, toute initiative nécessite des fonds. Sans financement, on ne peut rien faire.

Oui. Revenons-en à nos moutons. Il y a un micro qui circule. Si vous avez des questions ou des commentaires, c'est le moment. Merci. Je vais commencer par le premier rang. Vous pouvez peut-être commencer par vous présenter ? Merci.

ISAAC MBOSO :

Isaac Mbozo, premier boursier du Zimbabwe. J'ai une remarque. Comme vous l'avez dit, nous avons un problème de politique et de tarifs. Mais au-delà de ça, je pense que nos systèmes ne sont pas efficaces. La plupart nécessitent une intervention manuelle. Je pense qu'en les réorganisant ou en les améliorant, nous pourrions soutenir la croissance de nos ccTLD. Merci.



Mais ce qui est aussi nécessaire, c'est un certain intérêt pour l'Internet en Afrique et la façon dont il peut être amélioré, et cela requiert d'y consacrer du temps et de l'énergie. Je ne voudrais pas que l'on minimise l'importance de ce point. Merci.

[BARIK] :

Bonjour. [Barek 00:58:18] du Soudan, gestionnaire du registre .sd et membre du conseil d'administration pour les AFTLD. Si je me souviens bien, nous avons déjà discuté de la Stratégie, de ce que nous devons faire et de la manière de promouvoir les noms de domaine en Afrique [inaudible 00:58:34]. Nous avons évoqué un grand nombre de questions. L'une d'elle n'a pas été évoquée ici et je pense pourtant qu'elle est essentielle. Il s'agit du paiement électronique, de la façon de payer pour enregistrer un nom de domaine. C'est un problème majeur en Afrique. La plupart d'entre nous ne disposent d'aucun moyen de paiement électronique pour ce faire. En tout cas au Soudan, pour simplement acheter un nom de domaine depuis une autre ville, il faut faire beaucoup de démarches, transférer l'argent, prouver que vous avez bien transféré l'argent, etc.

Tout ça peut être fait en quelques secondes ou minutes si vous disposez du paiement électronique. Je pense qu'il est très important de parler de ça. Merci beaucoup.

PAUL MUCHENE :

Je m'appelle Paul Muchene, j'aimerais remercier Bob et l'équipe de l'ICANN en Afrique, notamment pour leurs efforts pour améliorer la résistance du système de serveurs racine en instaurant un serveur racine



L. Je voudrais maintenant parler de votre collaboration avec les gouvernements. Je pense que sur le long terme, pour que cette Stratégie soit un succès, vous devriez vraiment collaborer beaucoup plus avec un grand nombre de gouvernements africains pour atteindre le niveau de l'UIT. Je sais que l'UIT est une organisation intergouvernementale, mais le plus souvent, la plupart des gouvernements sont sceptiques au sujet de l'ICANN. Donc je vous demande si cela fait partie de votre politique à long terme ? Merci.

[PERSONNE NON IDENTIFIÉE] : Bonjour tout le monde, je m'appelle [inaudible 01:00:45], je travaille pour Whogohost au Nigeria. J'ai trois remarques. Vous avez parlé de la lettre d'information bimensuelle. Je suis nouveau dans ce domaine même si je fais partie de l'Unité constitutive des représentants des utilisateurs commerciaux. Comment peut-on recevoir cette lettre ? Par ailleurs, dans les 16 cibles du Plan stratégique de l'ICANN, il y avait quelque chose sur la diversité mondiale pour les registres et les bureaux d'enregistrement. Je n'ai rien vu concernant des projets visant à augmenter le nombre de bureaux d'enregistrement accrédités par l'ICANN dans la Stratégie africaine. Y a-t-il des projets là-dessus ? Enfin, j'ai essayé de m'enregistrer sur community.icann.org mais sans succès. Si nous devons adresser des commentaires, il faut pouvoir accéder aux plate-formes en question. Merci.

[ACHA SELOYE] : Merci. Je m'appelle [Acha Seloye 01:01:44] et je fais partie du chapitre kenyan de l'ISOC. Je pense que nous tous ici présents aimerions assister à une interopérabilité de grande ampleur d'Internet, qui permettrait à



chacun d'accéder à Internet et de l'utiliser. À l'heure actuelle, il existe un énorme fossé numérique entre les pays développés et les pays en développement en Afrique. J'imagine que l'ICANN en est parfaitement consciente. Pourquoi ne prend-elle aucune mesure pour aider les pays en développement à rattraper leur retard ? J'ai beaucoup participé aux activités de l'ICANN à distance dans mon pays, et la plupart des acteurs concernés sur place ne comprennent pas vraiment ce qu'est l'ICANN. Ils ne savent pas à qui exposer leurs problèmes, et je pense que l'ICANN pourrait contribuer à résoudre ces problèmes, à renforcer la participation et à améliorer la connectivité Internet.

Autre chose. L'année dernière, nous avons eu une réunion avec l'ICANN mais ses représentants nous ont dit ne pas avoir assez de budget pour participer aux activités de l'Afrique. Je ne sais pas si c'est volontaire ou non... Pourriez-vous nous donner des informations là-dessus ? Évidemment, nous, spécialistes des technologies, savons comment améliorer notre croissance en utilisant Internet et arriver au niveau des pays développés. Mais [inaudible 01:03:45] ne nous aident pas du tout. Merci.

PRÉSIDENT : Tout s'enchaîne très vite. Oui, allez-y. Venez devant.

CLAUDINE SUGIRA : Je m'appelle Claudine Sugira et je travaille pour .rw, le registre rwandais. J'ai une remarque sur l'éducation de nos clients. Je pense qu'on peut regarder du côté des tarifs et du paiement électronique, mais la vérité, c'est que nous devons inciter les gens à vraiment aller sur Internet.

Ensuite, j'aimerais évoquer la question de la localisation des contenus. Les contenus auxquels nous pouvons accéder en Afrique ne sont pas gérés sur place mais hébergés en Europe. Au final, l'expérience de l'internaute africain n'est pas la meilleure et c'est principalement dû à des problèmes de coût et d'éducation. Voilà pour mes commentaires, ça pourrait être vraiment utile d'ajouter ça à la Stratégie.

[ABDALO MARI] :

Merci. Je m'appelle [Abdalo Mari] et je suis le gestionnaire du registre kenyan. Nous parlons de croissance du secteur des noms de domaine et si mes chiffres sont bons, en Afrique, nous avons 1,3 million de noms de domaine enregistrés, dont un million rien qu'en Afrique du Sud, ce qui signifie que 78 % des noms de domaine sont enregistrés dans ce pays. Cela veut dire que l'Afrique du Sud fait quelque chose que le reste des pays ne fait pas. J'appelle l'ICANN et peut-être aussi l'AFRINIC à encourager les formations croisées entre les registres en Afrique, afin d'apprendre ce que fait l'Afrique du Sud et comment elle en arrive là. Merci.

[TYLUM GOODWIN] :

Je m'appelle [Tylum Goodwin] et je suis un boursier kenyan de l'ICANN. Je travaille moi aussi pour le registre .ke. J'aimerais faire un commentaire sur le Plan stratégique. J'ai juste quelques remarques qui ont peut-être besoin d'être développées ou qui appellent des informations. J'ai vu la façon dont nous renforçons les capacités et nous sommes l'un des registres ayant bénéficié de la tournée des DNSSEC. C'était un très bon événement ICANN, et ça nous a encouragés à nous engager pour des zones dans notre registre. Selon moi, la meilleure



façon d’aborder ce sujet, c’est de fixer des tournées des DNSSEC et de mettre en place un suivi dans les registres. Si l’on continue les tournées des DNSSEC sans avoir de suivi, je pense que les autres registres prendront ça comme un simple événement de l’ICANN.

Autre chose, nous avons parlé du programme de stages au sein de bureaux d’enregistrement accrédités par l’ICANN. Je pense que ce serait bien pour nous, en tant que registres, d’avoir nous aussi un programme de stages en Afrique. On pourrait envoyer quelqu’un en Afrique du Sud, et l’Afrique du Sud pourrait envoyer quelqu’un au Kenya. Nous avons au minimum besoin de partager nos expériences et de voir comment ça fonctionne dans la région. L’autre point, c’est le renforcement des capacités. Si l’on regarde les choses d’un certain point de vue, je pense qu’un renforcement des capacités au niveau local faciliterait la compréhension. Je peux travailler dans ce domaine en Ouganda, ce qui aiderait les personnes là-bas à mieux comprendre de quoi il retourne. Ce sont là quelques éléments qu’on pourrait aussi étudier. Merci.

[ONE KAMAKWAKWA] :

Merci. Je m’appelle [One Kamakwakwa], je suis un des premiers boursiers de l’ICANN. On a beaucoup parlé des tarifs et du fossé numérique, je ne vais pas revenir là-dessus mais je voudrais juste exhorter l’ICANN à vraiment étudier la question de l’accessibilité économique en ce qui concerne l’acquisition de noms de domaine, car cela a un impact sur l’accès des utilisateurs. Nous vivons dans une économie de l’information et Internet représente la devise absolue de cette économie, donc au final, la question du coût devient une question de compétitivité mondiale pour le continent. Merci.



MIKE SILBER :

Juste une chose. Je m'appelle Mike Silber. Je suis le seul membre du Conseil d'administration de l'ICANN vivant en Afrique. J'assiste à de très bons échanges et j'entends de bonnes idées, et j'aimerais vraiment explorer davantage la question [inaudible 01:09:37] des contenus locaux et la façon d'amener les gens sur Internet. Les sites comme Facebook et autres représentent la principale interaction de bon nombre de nos compatriotes avec Internet, et afin d'utiliser ces sites, le besoin de nommage est fortement réduit puisque vous avez votre propre identifiant. Cela crée d'autres formes de contenus ou d'expression qui ne sont pas forcément sous le contrôle d'une grosse multinationale, et c'est là que ça devient vraiment intéressant. Cela dit, j'aimerais revenir sur certains commentaires par rapport au fait que l'ICANN devrait s'impliquer dans des domaines comme l'accessibilité économique.

L'un des problèmes avec les ccTLD, c'est que l'ICANN n'a pas le pouvoir d'imposer quoi que ce soit ou de contribuer à l'élaboration de politiques en la matière. Il y a une souveraineté totale concernant les ccTLD. Donc vous pouvez nous considérer comme une organisation qui facilite les discussions, rassemble des experts et contribue à l'échange d'idées. Mais en tant qu'ICANN, nous ne pouvons pas prendre de mesures en termes d'accessibilité économique des ccTLD. Nous pouvons en discuter à propos des nouveaux gTLD le cas échéant, mais au sujet des ccTLD, nous ne pouvons rien faire. C'est la même chose avec les contenus. Nous ne pouvons pas créer de contenus mais je pense qu'il est certainement utile de voir comment lancer et faciliter ces débats pour aller de l'avant.



Enfin, comme M. [Masialela 01:11:12] ne va pas se vanter, parmi les raisons qui expliquent comment l’Afrique du Sud est arrivée à un tel chiffre, il y a effectivement une économie croissante, mais qui n’atteint pas le niveau de l’économie nigériane, mais il y a aussi un système d’enregistrement simple, une disponibilité générale, et surtout, un excellent opérateur technique. C’est une chose que nous, membres du conseil d’administration de .za, avons mis en place. Nous sous-traitons les opérations techniques à un professionnel compétent basé en Afrique du Sud. Au lieu de le faire nous-mêmes et de penser que nous pourrions le faire nous-mêmes, nous avons trouvé une entreprise ayant les compétences requises et à qui nous pouvons faire confiance puisqu’elle est sur place.

Nous leur avons dit : « Les gars, déchargez-nous du fardeau technique pour qu’on puisse se concentrer sur les questions de politique. » Mais il faut veiller à ce que la technologie fonctionne. Vous voulez des enregistrements presque instantanés. Vous voulez faire des économies d’échelle pour que ce soit abordable et en faisant ça, vous pourrez, en tant qu’autorité de contrôle, vous impliquer dans les domaines politiques sans avoir à vous soucier des opérations techniques quotidiennes. [Applaudissements]

ALICE MUNYUA :

Merci beaucoup. Alice Munyua de la Commission de l’Union africaine et membre du GAC. J’approuve ce qu’ont dit les membres du Conseil d’administration George et Mike Silber, notamment au sujet de la Stratégie et du fait de mieux définir nos objectifs, et j’imagine que le Groupe de travail va s’y atteler pour que les activités et les indicateurs



soient le plus précis possible pour nous permettre d'atteindre un but bien spécifique. Je voudrais souligner un point important. J'ai entendu certains, comme Mike Silber, parler [inaudible 01:13:21] d'économie numérique, d'accessibilité économique et de questions d'accès et de contenus.

Je pense qu'il sera absolument nécessaire que l'équipe africaine prenne beaucoup de temps pour informer les gens de la mission et du rôle de l'ICANN, c'est primordial, pour que nous soyons tous d'accord sur ce que l'ICANN peut et ne peut pas faire et dans quels domaines elle peut nous faciliter la tâche, et sur les endroits où la participation de la communauté africaine est particulièrement souhaitable. Deux de ces processus ont un lien avec le processus actuel de reddition de comptes et la transition du rôle de supervision, auxquels la communauté africaine n'a quasiment pas participé jusqu'ici, en particulier pour la reddition de comptes. Un autre point fondamental concerne les gouvernements africains. Encore une fois, je suis d'accord avec mon collègue kenyan pour dire que puisque les gouvernements africains ne comprennent pas la mission de l'ICANN, ils regardent ce qui compte le plus pour eux, c'est-à-dire la sécurité.

Nous avons eu une réunion très importante entre représentants gouvernementaux africains et européens, au cours de laquelle nous avons évoqué l'ICANN et au final, nous avons toujours fini par parler de sécurité. C'est donc essentiel que l'équipe africaine, ainsi que l'équipe du Dr Tariq, fasse en sorte que les gouvernements africains obtiennent les informations dont ils ont besoin. Pour ce faire, l'Union africaine a proposé son aide au GAC, puisqu'ils ont déjà bien collaboré ensemble pour .africa. Ce qui m'amène à une autre question. Puisque deux



membres du Conseil d'administration sont présents, où en sommes-nous de .africa ?

Parce que cette initiative était censée fournir une partie des fonds nécessaires pour permettre la mise en œuvre de certaines requêtes, y compris au sujet du renforcement des ccTLD, des zones de contenus et de l'éducation des gouvernements, ce qui comprend la promotion de la participation des gouvernements africains. Nous avons besoin de connaître l'actualité de ce projet et les gouvernements africains sont de plus en plus frustrés par le retard qui a été pris et qui n'a rien à voir avec le continent africain, mais plutôt avec des sujets qui vont bien au-delà. Je pense que j'ai tout dit. Merci beaucoup.

MARY UDUMA :

Merci. Je m'appelle Mary Uduma, je viens du Nigeria. J'ai écouté la plupart des commentaires sur notre Stratégie, à laquelle nous avons bien contribué. Je voudrais dire une chose. On lit assez peu de choses au sujet de l'Afrique donc on ne sait pas ce qu'il se passe. Par ailleurs, nous ne sommes pas très présents sur Internet, pour des raisons d'accès, d'infrastructure ou juste de connaissances. Nous faisons face à tous ces défis. Nous essayons de rattraper notre retard en ce qui concerne les domaines les plus en vue, les génériques .com, .org et .net.

Un journaliste spécialiste des TIC a fait des recherches pour comparer le nombre de sites en .com et en .ng au Nigeria, et il a découvert que nous perdions beaucoup d'argent au profit de .com et .org. Où je veux en venir ? Nous devons mieux observer et nous rendre compte qu'il y a des activités dans le secteur des noms de domaine. Ce serait mon slogan pour le Nigeria, pour n'importe lequel de mes interlocuteurs. Il y a des



activités dans le secteur des noms de domaine. Nous devons faire en sorte que la population, que nos entreprises, celles qui réussissent, s’y intéressent. Le secteur des noms de domaine pourrait dépasser celui du mobile si nous nous y prenons correctement. Nous devons amener les entreprises à se rendre compte qu’elles pourraient y réaliser autant de chiffre d’affaires et de bénéfiques que dans le secteur du mobile.

Je crois que j’en ai parlé l’année dernière, du fait d’attirer l’attention de notre gouvernement sur le fait qu’il a beau faire beaucoup pour nous en matière de télécommunications, les TIC ou le secteur des noms de domaine sont à la traîne. Je voudrais aussi dire à l’équipe, notamment à l’ICANN puisque des membres du Conseil d’administration sont présents, que je pense qu’elle a besoin de beaucoup de soutien et de ressources pour pouvoir atteindre l’ensemble de la population africaine. Sur 52 pays, lorsque nous avons des réunions pour les AFTLD, nous ne sommes même pas 20 à être présents. Certains de nos ccTLD sont encore gérés à l’extérieur. J’ai rencontré l’un de nos gestionnaires lorsque je suis allée voir l’IETF. Il m’a dit : « Je n’en ai que deux maintenant, j’en ai lancé tellement que je n’en ai plus que deux. » Voilà les choses que nous devons développer. Je pense que les gestionnaires ont besoin de ressources pour former les gens sur place à tout faire sur place, à devenir, comme l’a dit Mike des gestionnaires de bureaux d’enregistrement locaux, des acteurs du DNS. Alors nous assisterons à la croissance du secteur.

C’est un premier point. Mon second point concerne ce qu’a dit Alice tout à l’heure à propos de .africa. Nous aimerions que les membres du Conseil d’administration nous disent où nous en sommes avec .africa. Nos gouvernements y sont impliqués, la communauté locale y est



impliquée, les entreprises y sont impliquées. Pourquoi n’y a-t-il pas d’avancée avec .africa ? Nous aimerions vraiment savoir. Merci.

SEAN :

Merci. Je m’appelle Sean, je viens du Nigeria. Je travaille pour une université et je parle en mon nom propre. Lors de la dernière réunion ou à Singapour, nous avons évoqué la question des tarifs et le fait qu’il y ait une différence énorme de prix entre un ccTLD et un nom de domaine gTLD. Je pense qu’il serait bien de savoir si des mesures ont été prises pour combler ou réduire cet écart. Parce que je pense que c’est l’un des facteurs qui découragent les gens d’utiliser des ccTLD locaux.

Je voulais aussi dire que oui, c’est une bonne chose d’envoyer des membres de notre communauté sur d’autres continents pour y recevoir une formation et gagner de l’expérience, mais je pense que nous l’avons assez fait. À l’avenir, nous devrions essayer tirer parti au mieux de nos propres ressources internet. Nous comptons parmi notre communauté des personnes très intelligentes et nous avons déjà quelques gestionnaires de registres à travers le continent capables de former des personnes travaillant dans ce domaine. Nous devrions donc exploiter davantage nos ressources locales. Je crois comprendre que les responsables des AFTLD proposent des formations, qu’il existe des ateliers de l’AFRINIC, etc. Je pense que l’on devrait se concentrer sur la manière de ramener tout ça au niveau national, si possible, et de conclure des partenariats avec [inaudible 01:22:58], etc.

Une dernière chose, en rapport avec la Stratégie. Je pense qu’à l’avenir, nous devrions échanger via les listes de diffusion. Le seul moment où nous discutons de tout ça, c’est ici et maintenant. Quand nous



rentrerons chez nous, nous serons tous dispersés. Je pense qu'il faut poursuivre ces débats. Peut-être que « poursuivre » n'est pas le bon terme. Disons juste « lancer ». Donc lançons ces discussions et commençons à parler entre nous. Merci.

PRÉSIDENT :

Je vais prendre les commentaires des spécialistes. Je pense que vous souhaitez des retours ? Nous avons noté quelques points mais je vais demander à mes collègues de nous éclairer, notamment Pierre, avant de clore la session.

PIERRE DANDJINO :

Merci beaucoup Monsieur le président, et merci pour vos remarques et vos questions. Je pense que ce sont d'excellentes contributions. Je ne vais évidemment pas répondre point par point mais je peux dire que nous allons bien sûr essayer d'intégrer vos remarques dans le document. Certains éléments méritent néanmoins qu'on s'y attarde. Par exemple, pour la question du paiement électronique, je vous le dis franchement, n'attendez pas simplement que l'ICANN vous aide pour ça. Nous avons les AFTLD. Nous sommes censés aider les gestionnaires de ccTLD. Je crois vraiment que nous ne devrions pas attendre l'aide de l'ICANN. C'est important. Nous en parlons depuis des années. Mettons-nous sérieusement au travail dans ce domaine. L'ICANN peut bien sûr nous aider jusqu'à un certain point en ce qui concerne les bonnes pratiques et les éventuelles candidatures mais au final, je pense que certaines choses doivent être gérées sur place. C'est mon premier point.



Je conçois bien que nous devrions travailler davantage avec les gouvernements pour leur faire comprendre notre position, ce que l'ICANN est capable de faire... Vous avez raison, parce que le plus souvent, c'est facile de comparer l'ICANN à l'UIT, et les gouvernements connaissent mieux cette dernière vu qu'ils y sont habitués. Il ne faut pas oublier que l'UIT a plus d'un siècle, contre seulement 50 ans pour l'ICANN, et que la mission de l'ICANN est très spécifique. Nous devons certainement faire passer ce message. La mission de l'ICANN ne concerne pas directement la connectivité ou le fossé numérique, et cette Stratégie se concentre sur la façon de mettre en place un marché africain pour le secteur des ccTLD. C'est l'un des éléments clés de notre travail.

Je pense que pour les questions de connectivité, il est possible de régler ces problèmes ailleurs. En ce qui concerne les registres, je crois que l'éducation des consommateurs est essentielle. L'idée de la localisation des contenus est assez importante. Ils sont effectivement hébergés en Europe mais rien n'empêche l'Afrique de le faire. À un moment, il faudra travailler sur cette question. Les formations croisées entre registres et bureaux d'enregistrement sont effectivement une solution, et c'était le but du Forum des DNS. Je crois qu'il y a trois ans, nous avons remarqué que les responsables des registres et des bureaux d'enregistrement africains ne communiquaient pas entre eux. Le Forum fournit donc l'occasion d'échanger à ce sujet.

Le renforcement des capacités existe déjà mais il faut y ajouter quelques aspects. Nous savons aussi que ce n'est pas juste pour nous d'envoyer des gens à l'étranger, non. Nous essayons différentes situations ou activités visant le même but, c'est-à-dire le développement des

capacités. Donc pourquoi pas ? Parmi nos collègues qui sont allés à IP Mirror, certains se rendront bientôt à [l'AFILIA 01:27:54], d'autres à l'AFNIC et à l'EURid. Un de mes collègues est au Moyen-Orient, et nous avons eu une grosse discussion avec l'EURid, qui est prêt à apporter son soutien. Donc nous devons nous intéresser à tous ces éléments, avoir recours aux structures étrangères si nécessaire, mais aussi faire les choses sur place. Nous avons pris note de cela.

En ce qui concerne .africa... Il y a un problème de sécurité pour les gouvernements. La Stratégie n'apporte aucune solution dans ce domaine. Il y a effectivement des problèmes. Des procédures sont en cours et je n'ai pas tous les détails mais si vous pensez que les membres du Conseil d'administration ont une réponse, je peux leur laisser rapidement la parole. Car oui, je reçois beaucoup de demandes et je sens une certaine frustration, y compris dans les hautes sphères. Lorsque je rencontre des ministres africains, l'une de leurs premières questions, c'est « Où en êtes-vous avec .africa ? » et je réponds « C'est une affaire de procédure, ça va venir ». Mais je sais qu'ils ne sont pas satisfaits de cette réponse.

Donc oui, nous allons examiner l'ensemble de vos commentaires, et nous vous remercions pour ça. Si j'ai oublié quelque chose, dites-le moi. Avant que j'oublie, nous organisons une autre session demain, intitulée « Sur la route de Marrakech ». L'ICANN a décidé de s'engager dans plusieurs projets spécifiques avec l'Afrique et nous allons en discuter demain, à partir de 10 h 30 dans la salle VIP Lounge. Nous voulons vraiment discuter de la façon dont nous préparons la réunion à Marrakech. Donc venez si vous en avez envie. Sur ce, je rends la parole au président.



PRÉSIDENT : Mon dieu, on est complètement en retard mais je vous vois lever la main...

ASSISTANCE : Les membres du Conseil d'administration ?

PRÉSIDENT : C'est noté. Le bureau ? C'est un sujet qui a été abordé. Juste une chose avant que vous ne répondiez George. Si vous pouvez arriver à 10 h 30 pile demain, je demanderai à l'un de nos opérateurs techniques de partager ses bonnes pratiques avec nous pendant cinq minutes, pour que nous ayons des exemples de croissance du secteur des ccTLD, pour régler des problèmes comme le paiement électronique, pour évoquer des sujets comme la plate-forme de partage de services. Rien que cinq minutes et quand nous rentrerons chez nous, nous aurons des exemples que nous pourrions mettre en pratique dans nos pays respectifs. George, un commentaire ?

GEORGE SADOWSKY : Je pense que nous sommes tous frustrés par l'évolution de .africa. Je ne sais pas où nous en sommes à l'heure actuelle mais je verrai si je peux avoir des informations pendant la réunion de demain. Je ne sais pas si on peut tout dire, je ne promets rien, mais je demanderai.



MIKE SILBER : Juste au sujet du bureau, je prends bonne note, mais nous devons répondre à un besoin. On n'ouvre pas des bureaux juste pour ouvrir des bureaux. Ça doit répondre à un besoin. On vient tout juste de s'installer à Istanbul et à Singapour. Laissez-nous un peu de temps, je ne dis pas un délai indéfini, mais nous devons nous baser sur ce modèle. Nous n'allons pas construire des bureaux pour rien. Une fois qu'on aura atteint la limite en Asie-Pacifique et en EMEA, on pourra chercher à s'installer ailleurs.

PRÉSIDENT : Merci pour vos commentaires. J'ai beaucoup de questions, je sais que c'est pareil pour vous mais gardons tout ça pour demain lorsque nous discuterons de Marrakech. Encore merci pour vos remarques. Elles seront étudiées et intégrées dans le document. Merci. À demain

[FIN DE LA TRANSCRIPTION]

